

## **Procès ce lundi 12 février en vue de l'expulsion du squat de Cusset « la Maison Mandela »**

Publié le 10 février 2018

1670 visites

[Occupations en soutien aux migrant·es 2017](#)

Pour défendre la réquisition citoyenne d'un immeuble vacant « la Maison Mandela » lieu d'hébergement des migrant·es sorti·e·s du bidonville face à l'esplanade Mandela, le collectif Agir Migrants appelle à un rassemblement devant le Tribunal d'instance de Villeurbanne (3 rue D<sup>r</sup> Pierre Papillon, Métro Gratte Ciel), le lundi 12 février à 9h.

Désaffectée depuis peu, la Maison Mandela est un bâtiment appartenant à la Métropole qui a été réquisitionnée et rénovée par des citoyens volontaires le 13 janvier 2018 afin d'offrir un logement décent à 60 personnes dont 10 enfants qui dormaient jusqu'à présent sur l'Esplanade Mandela, surnommée le bidonville Mandela. Or le 12 février des membres du collectif Agir Migrants, qui ont réquisitionné ce lieu, sont assignés devant le tribunal par la Métropole.

Notre objectif est :

- dans un premier temps d'empêcher l'expulsion des familles de la Maison Mandela qui conduirait à remettre à la rue ces familles avec enfants et/ou personnes à la santé fragile
- et dans un deuxième temps que la Maison puisse être occupée jusqu'à sa démolition, annoncée pour 2020

Nous citoyen·ne·s de tous horizons, toutes conditions, toutes classes sociales, ayant en commun cette insupportable sensation de honte à l'égard de la politique conduite en notre nom.

Nous refusons le désengagement de l'Etat de ses missions d'accueil et de mise à l'abri des personnes les plus vulnérables et la démission des collectivités face à la montée de la misère humaine.

Nous refusons qu'en 2018, au cœur de l'hiver, notre société puisse laisser des milliers de personnes vivre dans des conditions inhumaines et dégradantes.

Nous refusons la dissimulation statistique qui consiste à soustraire des chiffres des personnes sans-abri, celles et ceux qui remplissent d'indigence les campements et bidonvilles.

Enfin, nous refusons que notre patrimoine public, notre bien commun, puisse rester vacant des années quand certains pourraient être utiles.

Sans vouloir nous soustraire à son autorité, nous entendons donc pallier les insuffisances de l'Etat et remplir une mission de service public qu'il se refuse à assumer.

En outre, nous espérons ce faisant permettre de substantielles économies à la Métropole de Lyon, qui vient de débourser 1,8 millions d'euros en dispositifs destinés à surveiller ses nombreux bâtiments désaffectés.

Contact : agirmigrantslyon(at)yahoo.com / Site internet : agirmigrantslyon.over-blog.com

Signataires de l'appel : Collectif Agir Migrants, Amphi Z, Jamais Sans Toit, Coordination Urgence Migrants et d'autres collectifs et associations lyonnaises